

Service environnement  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 24/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL DE KERVENNOU**

Kervennou  
29620 Plouégat-Guérand

Références :  
Code AIOT : 0052902532

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement EARL DE KERVENNOU implanté KERVENNOU 29620 Plouégat-Guérand. L'inspection a été annoncée le 21/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DE KERVENNOU
- KERVENNOU 29620 Plouégat-Guérand
- Code AIOT : 0052902532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL de KERVENNOU est autorisé par arrêté préfectoral n°575/2004A du 14 décembre 2004 complété par l'arrêté du 18 avril 2013.  
Exploitation d'un élevage avicole de 66 000 volailles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécurité élevage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Tenue du registre des risques        | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9  | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 4  | Défense externe contre l'incendie    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 5  | Défense interne contre l'incendie    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 8  | Emission dans l'eau et dans les sols | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Tenue du registre des risques                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8  | Sans objet        |
| 3  | Accessibilité aux services de secours             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | Sans objet        |
| 6  | Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet        |
| 7  | Installations électriques et techniques           | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Prévoir l'entretien des abords de l'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Tenue du registre des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| <b>Constats :</b><br><br>2 citernes de gaz alimentent les bâtiments V1 et V2. Contrôle réalisé régulièrement                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 2 : Tenue du registre des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| <b>Constats :</b><br><br>Absence de registre des risques.<br>Tenir à jour un registre des risques présentant les fiches de données de sécurité des produits présents sur l'installation.                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 3 : Accessibilité aux services de secours**

|                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'accès de l'installation est libre et permet aux services de secours d'accéder aux différents bâtiments en cas de problème.                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                   |

**N° 4 : Défense externe contre l'incendie**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. |
| <b>Constats :</b><br><br>Absence de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou plusieurs appareils tels que bouches, poteaux, ou réserve d'eau 120m3 publics ou privés implanté à moins de 200m et accessible.<br><br>Un poteau est présent à 500m de l'exploitation<br>Munir l'installation d'un moyen de lutte externe contre l'incendie                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 5 : Défense interne contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :<br>— s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;<br>— par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.<br>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. |
| <b>Constats :</b><br><br>2 extincteurs sont présents dans chacun des 2 bâtiments de l'installation.<br>Prévoir une vérification périodique des extincteurs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 6 : Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :<br>— le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;<br>— le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>— le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>— le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les consignes de sécurité sont affichées dans le magasin.                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 7 : Installations électriques et techniques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne possède pas de contrat de vérification ni de cahier de suivi des installations électriques.<br>Les installations électriques sont vérifiées par un technicien spécialisé.<br>Tenir à disposition de l'inspection les vérifications de l'installation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 8 : Emission dans l'eau et dans les sols

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution des eaux souterraines                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dispositions relatives aux forages (implantation, protection de la tête de forage et analyses bactériologiques et nitrates si à moins de 35 m de bâtiments et annexes d'élevage). (Règles de gestion de dérogation - document guide forage)<br><br>Réaliser annuellement les analyses d'eau du forage avec les indicateurs de qualité bactériologique complétés par les analyses de chlorure, nitrates et ammoniacale. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le forage existant est situé à moins de 35 mètres de l'installation.<br>La protection au niveau du forage n'est pas satisfaisante.<br>Absence d'analyse d'eau brute du forage.<br><br>Sécuriser le forage et réaliser annuellement une analyse d'eau brute du forage sur les paramètres bactériologiques et nitrates.                                                                                                            |

|                                                             |
|-------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites               |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                       |